

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
21 décembre 1976

No 589

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Grève des foyers Sonacotra

APPEL A MANIFESTER

Contre les saisies-arrêts sur salaire

Après la conciliation du Tribunal de Montreuil entre les avocats de la Sonacotra et du comité de Coordination, à la suite de l'action judiciaire de la Sonacotra pour procéder à des saisies-arrêts sur le salaire des résidents en grève des loyers pour leurs justes revendications, la justice bourgeoise accélère le processus : un nouveau jugement qui doit décider de ces saisies a lieu le 23 décembre

à Montreuil. Les résidents sont convoqués ainsi que 58 patrons d'entreprises où ils travaillent ! Les autres jugements s'échelonneront en janvier.

C'est à nous tous, travailleurs français et immigrés, associations de locataires, comités de soutien aux Foyers en grève, sections syndicales, etc. de mettre en échec cette tentative de la Sonacotra et de la « justice » en imposant par un

rapport de force la nullité du jugement. Le comité de Coordination et le comité de résidents du foyer de Montreuil appellent tous les travailleurs, français et immigrés, tous ceux qui soutiennent leur juste lutte,

pour mobiliser tous les travailleurs afin de faire pression sur les patrons pour empêcher les saisies.

Halte aux saisies-arrêts sur salaire !

Halte à l'injustice !

Exigeons le droit de grève pour les immigrés !

FOYERS ROMAIN ROLLAND ET PIERREFITTE
LE 22 DECEMBRE A 13 h 30, 22 BIS RUE GABRIEL PERI (PORTE DE PARIS SAINT-DENIS).

FOYER DE MONTREUIL LE 23 DECEMBRE A 14 h, TRIBUNAL D'INSTANCE DE MONTREUIL, 62 RUE FRANKLIN

NANTERRE LE 4 JANVIER, 9 h 30, PUTEAUX (HOTEL DE VILLE)

GARGES-LES-GONNESSES LE 6 JANVIER A 16 h AU TRIBUNAL D'INSTANCE DE GARGES-LES-GONNESSES.

FOYERS DE CORMEILLE, ARGENTEUIL et SANNOIS LE 11 JANVIER A 14 h BD GAMBETTA

à venir manifester massivement :

Judi 23 décembre à 14 h devant le Tribunal d'Instance de Montreuil, Rue Franklin. (Près de la mairie de Montreuil)

Pour le 23 décembre et pour tous les autres jugements, le comité de coordination appelle les comités de soutien, les sections syndicales, les organismes de locataires à protester contre les saisies-arrêts sur salaire.

- En organisant des délégations au ministère de la Justice.

- En faisant parvenir des télégrammes de protestation aux présidents des Tribunaux d'Instance.

- En envoyant des motions de soutien à Maître Arlette Gunstein, 39 rue de Valois (Paris 1^{er}) et au Siège de la Sonacotra, 42, avenue de Cambonne, (Paris 15^e).

D'ici le 23, participons aux actions des comités de soutien et de résidents en direction des entreprises

dégradation actuelle de la sidérurgie « en logique capitaliste... personne ne devrait plus accepter de lui prêter un franc. La réalité est heureusement plus nuancée. L'imagination financière, épaulée par l'Etat, fait et fera son œuvre ».

Voilà ce que recouvre cette imagination, selon le sombre tableau ci-dessous que nous a transmis notre correspondant lorrain.

Le plan de suppression d'emploi établi sur 3 ans ébranlera les structures économiques de la Lorraine, notamment dans les pays Hauts et les vallées de l'Orme et de la Fensch où le poids de la sidérurgie est considérable, et augure bien de l'avenir du fameux « pari lorrain de création de 50 000 emplois » (1).

La sidérurgie lorraine employait au 1^{er} janvier 1976 82 900 personnes sur un total de 155 500 et pour une production représentant

47,5 % de la production nationale pour l'acier et 55,1 % pour la fonte. (suite p.4)

Autour du projet de licenciements dans la sidérurgie

La crise en Lorraine

L'opération de restructuration et de réorganisation de la sidérurgie française, largement amorcée avec la mise sur pied des complexes de Fos et Dunkerque, se poursuit actuellement et se traduit en particulier par l'annonce d'importants licenciements en Lorraine.

Dans la situation de crise actuelle et par conséquent de concurrence extrêmement acharnée, il s'agit de rendre la sidérurgie française plus compétitive face à ses rivales donc de renforcer la productivité du travail, ce qui signifie licenciements d'une part, et « rajeunissement » de l'appareil de production d'autre part, c'est à dire de gros investissements.

Après la première grande étape Fos-Dunkerque, la seconde s'impose au capital français plus tôt et plus vite sans doute qu'il ne l'avait souhaité, mais les adversaires notamment le Japon sont très agressifs et le capital français ne peut se permettre de perdre un maillon aussi vital.

Comme le dit la revue patronale « Le nouvel économiste », compte-tenu de la

Au sommaire.

Echange Boukovski-Corvalan
l'aveu de Brejnev... P.2

L'augmentation du prix du pétrole brut malgré les pressions de l'impérialisme U.S P.2

Le congrès de l'union locale CFDT de Fougères.

Echec à la « chasse aux sorcières ». P.4

Femmes dans le combat. P.6

La mafia du port de Lorient. P.8

Morts de faim et de froid !

Il est un sujet de démagogie qui intéresse beaucoup les partis bourgeois qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition : c'est la question des personnes âgées ou, comme ils disent maintenant, le problème du 3^e âge. Il s'agit d'un sujet de discours particulièrement odieux. Ne s'apitoie-t-on pas sur le sort des « vieux » comme d'autres ou plutôt, les mêmes, s'apitoient sur le sort des bébés phoques.

Beaucoup de larmes de crocodiles sont versées à chaque fois. Et quelques aumônes sont parfois distribuées.

Mais derrière le bruyant bla-bla la réalité est là, implacable, les vieux travailleurs sont jetés au rebut, abandonnés et même, disons-le assassins. Oh, assassins proprement, c'est à dire doucement et sans qu'il

n'y ait apparemment aucun coupable, sinon cette fameuse « misère » impersonnelle.

C'est ainsi qu'une dépêche de l'Agence France Presse annonçait le 19 décembre à 21 h 32 que « deux miséreux sont morts de faim et de froid, à quelques jours de Noël, en plein centre d'Amiens. Les corps d'un homme et d'une femme, âgés respectivement de 66 et 65 ans, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été découverts dimanche après-midi dans le vieux quartier de Saint-Leu. Selon les premiers éléments de l'enquête, ils n'avaient rien mangé et ne s'étaient pas chauffés depuis une dizaine de jours ».

On les entend déjà tous les chacals prêts à pleurnicher en lançant leurs couplets d'humanistes bourgeois pour gagner quelques

voix aux prochaines élections. Si l'on s'indigne vraiment de la mort de faim et de froid de deux personnes âgées alors il faut pointer le doigt et le poing vers les coupables : les capitalistes et leurs valets.

Il y a une vérité populaire qui dit « le malheur des uns fait le bonheur des autres » : si des personnes âgées, des vieux travailleurs peuvent mourir sans ressources en France en 1976 c'est précisément parce que les capitalistes qui pressent le citron tant et plus, le jettent ensuite à la poubelle.

Comment pourrait-on renoncer à balayer par la force les capitalistes exploités ? Comment pourrait-on renoncer à exercer la dictature du prolétariat à leur égard ? Des « faits divers » comme celui d'aujourd'hui amènent leur propre conclusion...

Hanoï

Le 4^e Congrès du Parti des Travailleurs du Vietnam se poursuit avec succès

Le 4^e Congrès du Parti se poursuit actuellement à Hanoï. Ce Congrès, le pre-

LE MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le CC du PCC a adressé au 4^e Congrès du Parti des travailleurs du Vietnam un chaleureux et fraternel message de solidarité. Il affirme notamment :

La grande victoire du peuple vietnamien constitue un immense encouragement pour la juste lutte des peuples et des nations opprimés du monde pour la libération nationale.

Le peuple chinois ne manque pas de se réjouir du fond du cœur de chaque victoire et de chaque succès du peuple frère vietnamien. Nous souhaitons sincèrement que le peuple vietnamien remporte de nouveaux succès plus grands encore dans l'édification ultérieure d'un pays socialiste, riche et puissant (...)

Nos deux partis et nos deux peuples se sont toujours accordés mutuellement soutien et aide dans la longue lutte révolutionnaire, et ont forgé une profonde amitié révolutionnaire. Cette amitié révolutionnaire basée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien fut minutieusement cultivée par le grand dirigeant du peuple chinois le président Mao Tsé-toung et le grand dirigeant du peuple vietnamien le président Ho Chi-minh. Le Parti communiste chinois et le peuple chinois ont toujours hautement apprécié leur amitié militante avec le Parti des travailleurs du Vietnam et le peuple vietnamien.

Sous la direction du Comité central du Parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng et toujours fidèles à la volonté du président Mao Tsé-toung, le Parti communiste chinois et le peuple chinois contribueront, comme par le passé, à la consolidation et au développement de l'amitié traditionnelle entre les deux partis et les deux peuples de Chine et du Vietnam.

mier depuis la réunification du Vietnam, sanctionne la victoire de plus de 30 années d'une lutte acharnée contre l'impérialisme et revêt donc une grande importance.

Parlant au Congrès, Truong Chinh, président de l'Assemblée nationale a déclaré que la constitution vietnamienne devrait être revue pour tenir compte de la nouvelle situation créée par la réunification du pays et pour permettre de poursuivre l'édification du socialisme.

Truong Chinh a ensuite énoncé 5 principes qui doivent servir de base à la nouvelle Constitution.

1) Le Vietnam est un, le peuple vietnamien est un. Les travailleurs doivent s'unir dans la construction d'un Vietnam pacifique, indépendant, uni et socialiste.

2) La nouvelle Constitution doit être le reflet de la ligne prolétarienne du pays.

3) Le droit à la propriété collective des travailleurs est garanti par l'État.

4) La révolution doit

être menée dans l'organisation de la production, dans les sciences et techniques ainsi que dans la pensée et la culture.

5) Le parti a la charge de faire avancer et de construire le socialisme. L'État conduit la société, l'économie et la vie du pays.

Jeudi dernier, Pham Van Dong a présenté au Congrès le plan quinquennal pour les années 1976/1980.

Le plan vise essentiellement à redresser l'économie vietnamienne, durement éprouvée par la guerre impérialiste en développant largement l'agriculture et l'industrie et à améliorer le niveau de vie du peuple.

En 1980, le Vietnam produira 5 milliards de KW/H contre 950 millions cette année, 10 millions de tonnes de charbon et un million de tonnes d'acier laminé.

Fort de toute une expérience de lutte et de richesses naturelles importantes, le peuple vietnamien saura doter son pays d'une économie solide au service de la construction du socialisme.

Malgré les pressions de l'impérialisme US

Hausse du prix du pétrole décidée

Les 13 pays membres de l'OPEP n'ont pu parvenir à un accord complet sur la fixation du taux d'augmentation du prix du pétrole resté inchangé depuis octobre 1975. Les manœuvres de division et les pressions de l'impérialisme américain en sont la cause. L'Arabie Saoudite, en effet, qui s'était ralliée à la nécessité d'une augmentation, a fait une volte-face subite 48 h avant l'ouverture de la Conférence de Doha, à la suite d'une délégation «d'experts américains» dépêchée d'urgence à Ryad. Les Émirats-Arabis Unis et l'Arabie Saoudite s'en tiendront donc à une augmentation de 5 % en janvier prochain.

Les 11 autres pays membres (Algérie, Équateur, Iran, Irak, Vénézuéla, Qatar, Gabon, Koweït, Indonésie, Libye, Nigéria) par contre se sont mis d'accord pour une hausse de 15 % ; 10 % au premier janvier, 5 % au premier juillet.

Le baril de référence du pétrole «Arabe léger» de 159 litres de pétrole passera le 1^{er} janvier de 11,51 dollars à 12,660 dollars pour le groupe des 11. Le prix de tous les autres bruts

sera augmenté du même montant.

La question de la limitation volontaire de la production des pays exportateurs, destinée à protéger leurs ressources futures, a également fait l'objet d'une série de décisions.

Les participants à la Conférence se sont mis d'accord d'une façon unanime pour «recommander à leurs gouvernements respectifs, en harmonie et en solidarité avec les efforts des pays en voie de développement, pour atteindre les objectifs du nouvel ordre économique international, que des mesures soient prises à travers le fonds spécial de l'OPEP pour aider les pays en voie de développement».

Les 11 ont, dans ce sens, décidé d'accroître le fonds spécial de l'OPEP pour l'aide au tiers monde de 800 millions de dollars, ce qui le portera à 1,6 milliard de dollars. L'Arabie Saoudite et les Émirats-Arabis Unis apporteraient de leur côté 400 millions de dollars de fonds supplémentaires.

Le communiqué final de la Conférence souligne que «les pays de l'OPEP sont prêts à contribuer, à partir de ce fonds, au fonds intégré

sur les matières premières comme ils l'avaient exprimé à la 4^e Réunion de la CNUCED à Nairobi. Cela permettrait la stabilisation des prix des matières premières à des niveaux équitables et rémunérateurs, ce qui constitue l'un des problèmes majeurs dont ont souffert chroniquement les pays en voie de développement.

Cela contribuera au nouvel ordre économique international qui bénéficiera, non seulement aux pays en voie de développement, mais aussi à la Communauté internationale dans son ensemble».

Une prochaine réunion ordinaire de l'OPEP aura lieu le 12 juillet 1977.

Ainsi, malgré le chantage et les menaces de l'impérialisme, la cohésion des pays producteurs de pétrole entre eux, leur unité avec l'ensemble du tiers monde ne sont pas brisées comme l'escompte publiquement Washington, comme l'espère en secret Moscou. Le tiers monde, force motrice de l'histoire aujourd'hui surmontera toutes les manœuvres de division pour faire front contre l'impérialisme et l'hégémonisme.

Brésil

Le camarade Pedro Pomar a été tué

Selon des informations en provenance de Sao-Polo (Brésil), trois dirigeants du Parti communiste du Brésil sont morts au cours d'un affrontement avec la police fasciste brésilienne. Parmi ces trois camarades figurait le camarade Pedro Pomar, dirigeant communiste expérimenté, resté fidèle aux principes du marxisme-léninisme lorsque ceux-ci furent reniés par le révisionniste Carlos Prestes. Refusant les thèses de Kroutchev sur la «coexistence pacifique» et le «passage pacifique» le camarade Pedro Pomar fut à l'initiative en 1962 de la réorganisation du Parti Communiste Brésilien en parti communiste du Brésil. Cette réorganisation marquait la rupture définitive avec le groupe révisionniste de Carlos Prestes. Le camarade Pedro Pomar, le camarade Angelo Arroyo, et le camarade Jose Batista Thompson sont morts au combat. Ils ont lutté jusqu'au bout contre l'impérialisme, le social-impérialisme, la réaction et le révisionnisme moderne. Il est certain que leur exemple restera vivant et aura des échos dans la classe ouvrière et le peuple révolutionnaire du Brésil.

La classe ouvrière et les masses populaires du Brésil ont de riches traditions de lutte. Le jour viendra où la révolution brésilienne triomphera : le camarade Pedro Pomar et les autres camarades dirigeants du PC du Brésil assassinés seront vengés ! C'est là une certitude !

L'échange Boukovski-Corvalan

L'aveu de Brejnev

En escomptant certainement rehausser encore l'éclat des cérémonies marquant son 70^e anniversaire, le nouveau tsar Léonid I^{er}, s'est offert, pour le prix de la libération du «dissident» Boukovsky, la présence à Moscou d'un des hommes qui porte les plus lourdes responsabilités dans l'écrasement du peuple chilien et dans l'arrivée de la Junte au pouvoir.

Le Secrétaire du Parti Révisionniste Chilien, Corvalan, en effet, de par les illusions trompeuses sur «la voie pacifique de passage au socialisme» qu'il a répandues dans les masses a préparé le lit au fasciste Pinochet.

Mais en fait, s'il comptait ainsi faire une opération de prestige personnel, Brejnev vient de faire là une bien lourde erreur. En procédant à cet échange, il vient de prouver que les «malades mentaux» pouvaient, quand c'était nécessaire devenir des prisonniers politiques (Boukovsky a en effet passé une bonne partie de ses dix ans de détention dans des établissements psychiatriques), il vient de prouver qu'il n'hésitait pas à avoir des relations de fascisme à fascisme avec Pinochet quand cela pouvait les arranger tous les deux. Les Révisionnistes, et à leur tête les sociaux-fascistes Russes, après avoir fait grand tapage du fascisme Chilien, montrent ainsi, si cela était nécessaire, qu'ils n'ont pas de leçons à prendre chez Pinochet, bien au contraire.

Mais si les Brejnev et les Pinochet peuvent se permettre de se débarrasser d'un ou deux individus qu'ils jugent gênants, il est une chose qu'ils ne peuvent exiler ni échanger, c'est le peuple. Ce sont les peuples qui ne se laisseront pas toujours dominer et qui, suivant l'exemple du peuple Polonais, se dresseront contre tous les Pinochet et les Brejnev du monde entier.

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Jacques Jurquet

La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français

déjà sortis : tomes 1 et 2

nouvelles intérieures

Nantes

Solidarité avec les basques emprisonnés à l'île d'Yeu

Récemment s'est tenue une réunion du Comité nantais de soutien aux Basques emprisonnés à l'île d'Yeu. en voici le compte-rendu.

Au cours de cette soirée, les personnes présentes ont pu entendre le rédacteur en chef d'Enbata parler en termes concrets de la répression au pays basque français des réfugiés politiques basques espagnols, de la collaboration étroite des deux polices.

Le régime franquiste prolongé envoie ses commandos, sous l'œil bienveillant de la police de Poniatowski, opérer en territoire français, enlever des militants, attenter à leur vie.

Résultat, les militants basques, obligés de s'organiser pour se défendre, sont poursuivis par la justice française de la façon la plus arbitraire, alors que les commandos du Christ-Roi et autres policiers passent et repassent les frontières sans être inquiétés.

Ainsi, on fait condamner les militants basques pour s'être défendus (par exemple, avoir demandé ses papiers à un individu qui rôdait autour de la demeure d'un réfugié, avoir organisé des rondes). Cela justifie pour certains l'interne-ment à l'île d'Yeu.

Maitre Choucq, avocat des Basques de l'île d'Yeu, intervint ensuite pour démasquer la violation répétée et calculée de la loi française par le gouvernement actuel. En effet, premièrement, les Basques de l'île d'Yeu sont assignés à résidence sans qu'aucune décision de justice n'intervienne, uniquement donc en fonction du principe de la lettre de cachet. Le gouvernement justifie la détention de ces militants par les faits cités plus haut. Mais, pour ces faits, ils ont déjà purgé leurs peines. Pour les deux femmes internées, il n'y a même aucun chef d'accusation, sinon de s'être trouvées dans des maisons où la police soupçonnait une activité en faveur des réfugiés basques d'Espagne.

Maitre Choucq devait insister sur la gravité de ces mesures non seulement

qui touchent des réfugiés politiques mais aussi qui s'inscrivent dans une politique d'ensemble, qui peut légitimement faire craindre pour demain. Le viol répété et calculé des

principes élémentaires de la loi bourgeoise française, n'est pas fortuit.

Actuellement, à l'île d'Yeu, les 9 réfugiés basques sont suivis dans leur moindre déplacement par un détachement de CRS. Dès qu'un contact est pris par l'un d'eux avec une tierce personne, ces derniers rappliquent. Ils n'ont de tranquillité que dans leurs chambres.

Choucq, une avocate de San Sébastian a fait un exposé concret sur la répression dans les provinces basques d'Espagne, dénonçant en particulier le maintien de l'usage général de la torture depuis la mort de Franco. Tous les témoignages montrent que non seulement la venue de Juan Carlos n'a rien amélioré à la vie du peuple espagnol et du peuple basque, mais au contraire n'a fait que rendre

précaire la situation des masses travailleuses et plus odieuse la répression.

170 prisonniers politiques basques croupissent toujours dans les geôles de Juan Carlos aux côtés d'autres militants antifascistes.

Ils sont toujours emprisonnés loin de chez eux ce qui rend les visites des familles difficiles.

Pour le moindre mot en langue basque (il en est de même pour le catalan et le galicien), le prisonnier est mis au secret dans un réduit de 2 m sur 2 m et de 2 m de haut. Il y séjourne 23 heures sur 24 pendant souvent 15 jours.

Quant à la torture, elle est généralisée et, depuis la mort de Franco, des supplices qui avaient été abandonnés comme l'électricité, sont à nouveau à la mode. La baignoire a toujours droit de cité. Très souvent, les tortionnaires s'en prennent aux femmes pour forcer les hommes qui assistent aux supplices à parler (ceci

dans les prisons mixtes).

La police française fournit une aide importante en particulier dans la formation des policiers franquistes.

La loi d'amnistie n'a guère servi qu'à faire arrêter de nouveau ceux qui, rentrant de France, comptaient retrouver leurs familles et une liberté même réduite chez eux.

Ceux qui sont sortis de prison, ce sont ceux qui arrivaient au terme de leur peine ou qui appartenaient aux partis de «gauche».

Pendant que ces derniers cherchent leur place dans le régime, les balles fascistes continuent à siffler. 14 Basques ont trouvé la mort depuis l'accession de Juan Carlos au pouvoir, parce qu'ils manifestaient pour le pain et la liberté. Nombre de ces morts l'ont été par des commandos toujours introuvés et introuvables, parfois par des policiers. Voilà la démocratie à la Juan Carlos et de ses complices français.

AMIANTE QUI RAPPORTE
AMIANTE QUI TUE

Les capitalistes qui avaient gaspillé plusieurs millions pour tromper l'opinion publique sur les dangers réels de l'amiante, viennent de recevoir un coup dur. Des chercheurs ont, vendredi, lancé à Lyon une nouvelle mise en garde sur les effets très graves de l'amiante.

Ces scientifiques réunis dans un groupe de travail depuis plusieurs années dans le cadre du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) à Lyon, sont maintenant formels : l'amiante est cancérigène et son usage est d'autant plus dangereux que la consommation mondiale est passée de 500 000 tonnes en 1930 à 5 millions de tonnes en 1975.

Mais, s'il est certain que le danger le plus évident concerne les travailleurs en contact de l'amiante, la généralisation de l'usage de cette roche ne permet pas encore aux spécialistes de dire si l'ensemble de la population est menacé. Le bâtiment, les chantiers navals et l'industrie alimentaire figurent parmi les utilisateurs de l'amiante.

Dans le bâtiment, le «flocage» des parois (projection d'amiante pour igni-

fugation) comporte des risques sérieux pour les ouvriers lors de la construction, mais aussi pour l'environnement immédiat lors de la destruction d'immeubles.

Or ce procédé, est toujours autorisé en France. Dans les chantiers navals, le mélange amiante-ciment représente également un danger pour les utilisateurs.

L'amiante entrant dans la composition des freins, même les «péagistes» des autoroutes sont menacés à la suite des freinages successifs de véhicules s'arrêtant devant leur cabine.

En ce qui concerne le vin et la bière, pour lesquels des filtres en amiante sont utilisés, les chercheurs ne peuvent dire quelles seront les conséquences, ainsi ils recommandent l'abandon de tels filtres. En effet, sur 16 échantillons de vins examinés par les spécialistes du Centre international de recherche sur le cancer, 8 étaient contaminés par l'amiante et ont trouvé

jusqu'à 100 millions de fibres par litre de vin.

Le docteur Jean Bignon, pneumologue (faculté de Créteil) a qualifié de «scandaleuse» la situation existant en France en raison des retards apportés à la réglementation des utilisations industrielles de l'amiante.

Le docteur Bignon s'est aussi étonné que les chiffres des travailleurs de l'amiante ne soient pas publics en France. Ils sont environ 250 000 - alors que les risques de mourir d'un cancer est de 40 % pour les personnes qui manipulent ce matériau, que ce soit pour la fabrication de freins, le bâtiment ou la construction des navires. Ce risque de 40 % représente le double du risque général, 15 à 20 % des décès étant actuellement provoqués par le cancer.

Voilà qui révèle de façon flagrante une nouvelle fois que pour le capitaliste les ouvriers valent moins que du bétail.

Fin de la grève de la faim des étudiants iraniens de Paris

Les étudiants iraniens qui avaient entamé le 30 novembre dernier à l'église du Bon Pasteur à Paris une

grève de la faim pour obtenir la libération de deux de leurs camarades emprisonnés ont cessé leur mouvement samedi, à la suite de la libération sous caution de l'un d'entre eux, Nades Oskoui.

Un communiqué de la Confédération des étudiants iraniens (CISNU) publié dimanche annonce cependant qu'au cas où le second étudiant iranien détenu, Reza Takbiri, ne serait pas

lui aussi libéré d'ici au 5 jan-

vier, la CISNU «déclencherait une vaste campagne de protestation à l'échelle internationale».

Les deux étudiants avaient été emprisonnés à la suite de l'attentat perpétré le 2 novembre dernier contre un diplomate iranien. Les étudiants iraniens considèrent que la libération de Nader Oskoui «signifie le démantèlement du dossier complètement fabriqué par la police Française» contre leurs deux camarades, ainsi que «la destruction du complot fomenté par la police française et la Savak (Police secrète Iranienne)

Communiqué du comité de coordination des foyers Sonacotra

Le Comité de coordination communique que la Sonacotra vient de procéder à une nouvelle attaque contre les résidents des foyers Sonacotra en grève depuis 23 mois, en pratiquant des saisies-arrêt sur le salaire des travailleurs.

Face à cette nouvelle répression (déjà en avril 18 délégués ont été expulsés) le Comité de coordination fait appel à tous les travailleurs français et immigrés pour manifester devant les différents tribunaux le jour des convocations (des tracts seront distribués localement vous donnant des précisions sur la date, heure et lieu).

La pratique des saisies-arrêts est une arme de tous ceux qui nous exploitent, mais les travailleurs peuvent la briser par la mobilisation et la détermination.

Le Comité de coordination fait aussi appel à tous les comités de résidents, organisation de locataires, artistes, intellectuels, journalistes et tous les démocrates pour faire pression contre cette injustice en envoyant des lettres, télégrammes, délégations à :

- La Sonacotra, 42 rue Cambonne Paris 15e.
- aux tribunaux d'instance
- au Ministère de la Justice
- au Conseil d'État pour exiger le retour de nos camarades.

Halte aux saisies-arrêts sur le salaire !
Le Comité de coordination - Foyer Sonacotra, 56 rue de la Fontaine-au-Roy Paris 11e

Aix en Provence

QUATRE FAMILLES REFUSENT
D'ETRE RELOGEES EN CITES
D'URGENCE

Quatre familles de la cité d'urgence de la Pioline, à Aix, au quartier des Milles, refusent de quitter leurs maisons malgré un arrêté préfectoral déclarant la cité insalubre.

La cité de la Pioline, construite en 1969 pour reloger les habitants du bidonville des abattoirs, abritait jusqu'au mois dernier quinze familles dans des conditions plus que précaires ; après l'arrêté préfectoral, quatre d'entre elles ont été admises en HLM, et huit ont été contraintes d'accepter leur transfert

dans la cité d'urgence des Trois-Sautets.

Mais les quatre dernières familles de travailleurs immigrés ont demandé à être elles aussi admises en HLM et à sortir du cycle des relogements provisoires.

La cité d'urgence des Trois-Sautets, où elles refusaient d'être relogées a été installée en 1973, avec des logements de chantiers venus de Fos, pour remplacer la cité d'urgence de la Pinette, qui venait d'être déclarée insalubre après 17 ans d'existence.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITE ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE



Autour du projet de licenciements dans la sidérurgie

LA CRISE EN LORRAINE

(Suite de la p. 1)

Jeudi 9 décembre, les patrons de la sidérurgie lorraine annonçaient une première vague de licenciements, le but (avoué en privé) était de supprimer plus de 30 000 emplois dans l'ensemble de la sidérurgie française, ceci pour redevenir internationale. (1)

Ce plan prévoit dans un premier temps :

1) Le licenciement de 700 travailleurs de l'usine de Longwy de Chiers, lié au processus de fusion qui a abouti le 10 novembre à la formation de la Compagnie Industrielle Chiers-Chatillon (Chiers et Forges de Chatillon-Commentry Blanche) qui met sur pied à Neuves Maisons une aciérie ultra-moderne à l'oxygène. Ce nouveau groupe représente un chiffre d'affaire de 4 à 5 milliards de F. pour une production de 2 millions de tonnes par an. (Sur 21,5 millions de tonnes en 1975)

La Chiers (9800 salariés) a réalisé 675 000 tonnes d'acier et 815 000 tonnes de produits finis en 75, production répartie dans les usines de Longwy (3390 salariés), vireux (1470), Blaguy (1200), Charleville (1120), Le Havre (540) essentiellement. L'effectif de Longwy, de 3700 fin juin, passe à 3390 en décembre, doit descendre à 2500 dans l'année 77 pour se réduire à 7 ou 800 pour 1979 ! Les personnes de 59 ans et plus seront mises à la pré-retraite.

2) Usinor prévoit quant à lui une nouvelle aciérie... à Longwy et 1800 à 2000 personnes seraient concernées par les licenciements dans son usine de Thionville qui en compte actuellement 4100 et dont 3 laminoirs seraient arrêtés en 1977 (6 à 700 personnes travaillent sur ces laminoirs et il faut multiplier par 3 environ compte tenu des services aval : portiers, redresseurs, chargeurs, conducteurs etc...)

Production d'Usinor en 76 : 8 millions de tonnes d'acier.

3) Sacilor le «grand» lor-

rain, emploie 28 300 sidérurgistes en Lorraine (ses effectifs globaux sont descendus de 65 000 en 67 à 48 000 en 75 !). Les mesures de chômage partiel prises au 4^e trimestre 76 seraient reconduites au 1^{er} trimestre 77.

La presque totalité des travailleurs subira une réduction d'horaire (32 h pour les «feux continus» 35 h pour les services discontinus ou de jour, peut-être plus pour certains ateliers ou services)

L'ensemble du personnel sera en «chômage conjoncturel» (!) du 24/12 au 2 janvier. Un seul four fonctionnera et les hauts-fourneaux seront en veilleuse dans la proportion de 1 sur 2 à Joeuf, 3 sur 5 à Rombas, 2 sur 3 à Hagondange. (2) On peut évaluer à 5 000 le nombre d'emplois qui seront supprimés d'ici 2 ans.

4) Sollac enfin (17 000 sidérurgistes).

Elle fabrique des produits plats moins touchés que les produits longs (3) Les installations des trains à froid et du train à chaud tournent entre 85 et 90 % de leur capacité. SOLLAC prévoit également une modernisation des laminoirs et de ses structures ainsi qu'une nouvelle usine. (4)

Comme on voit, la Lorraine entre dans une crise profonde !

L'Etat capitaliste, pour «épauler» l'imagination financière ne manque pas d'idées, la meilleure étant celle de transformer les travailleurs de la sidérurgie en «actionnaires» et de leur faire ainsi financer l'endettement (5) de la façon la plus directe. Une autre, voisine, est celle de la prise de parts par l'Etat, ce qui revient à peu près au même.

Avec leur nationalisation, les révisionnistes proposent la même chose en fin de compte. Cela ne soulève guère l'enthousiasme du PS (dans ce cas, c'est l'Union de la gauche au Pouvoir qui assumerait le passif, les réductions d'effectifs etc. comme cela s'est passé en

Angleterre) qui préfère la nationalisation des secteurs de pointe (voir Mitterrand s'adressant aux patrons lors du fameux colloque de l'expansion), ni des actuels patrons de la sidérurgie qui risquerait alors de se faire évincés de leur place somme toute fort juteuse par les jeunes loups révisionnistes

(1) Voici une série de chiffres que ne cessent de mettre en avant les patrons à ce sujet. Ils concernent l'unité des mesures qu'emploient ces Messieurs : le nombre d'heures de travail pour produire 1 tonne d'acier. On ne saurait mieux avouer que le capital prospère sur le dos des travailleurs et intensifie toujours plus cette exploitation : Japon 6h/t. Allemagne 7,7 h/t.

Belgique : 7,2 h/t.
Italie : 6,7 h/t.
France : 8,9 h/t. à Sacilor ; 7,8 à Usinor (en Lorraine) 6,6 à Dunkerque et à Fos.

Dans ces conditions, les ventes japonaises se sont accrues de 43,5 % en 6 mois en Europe et sur les marchés traditionnels de cette dernière.

Voilà qui a de quoi pousser à agir vite.

Les Européens tentent de «faire face» (création d'Eurofers, nouveau club de l'acier des Neufs) non sans difficulté, car les intérêts européens s'opposent aussi entre eux : voir la tentative de création d'un cartel de l'Europe du Nord dit «groupement international» rassemblant autour de l'Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg et

(les bonzes syndicaux par exemple, ces élus du peuple qui animeraient aussi les «nationalisations démocratiques» tant vantés par Marchais).

Naturellement, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces «mesures» et ne doivent compter que sur la lutte.

Sidmar belge, tentative qui ne manque pas bien sûr d'inquiéter la France.

(2) A noter que depuis 67, 25 hauts-fourneaux, 33 convertisseurs et 18 fours Martin ont été arrêtés à Sacilor et que la production est passée de 21 h/t en 63 à 11 h/t en 73 et 8,9 en 1975 ! Naturellement Sacilor mise sur son aciérie moderne de Grandange.

(3) Les produits «longs» sont ceux utilisés par les industries d'équipement et le bâtiment, dont le «marasme» est général. Les produits Plats (automobiles, électroménager) «résistent» mieux, selon les experts bourgeois.

Le «marasme» des produits longs à l'intérieur et les difficultés d'exploitation sont deux aspects de la crise.

(4) Les aménagements prévus dans cette région, inaugurés en partie par Giscard d'Estaing lors de sa visite, sont évidemment en rapport avec toutes ces nouvelles usines.

(5) L'endettement s'élève actuellement à 32 milliards de F. soit à peu près l'équivalent du chiffre d'affaire total de la Sidérurgie et Giscard a émis l'idée en personne.

Ratier Forest GSP

Quelques enseignements de la lutte contre les licenciements (2)

A l'usine Ratier de Figeac dans le Lot, diverses actions ont été engagées pour lutter contre 252 licenciements.

Le vendredi 10 décembre, la direction annonce 152 licenciements, c'est à dire 100 de moins que prévu. Sur les 152 on compte : 132 travailleurs de plus de 60 ans qui seraient mis à la retraite anticipée ; 31 de plus de 57 ans et 8 mois qui auraient la retraite à 60 ans ; 14 sous contrat qui ne seraient pas renouvelés ; 9 qui seraient reconvertis dans une filiale qui devrait se monter.

Cette tactique patronale - annoncer d'abord 265 licenciements pour diminuer ensuite à 152 - est une manœuvre pour faire croire à sa «bonne volonté» et faire avaler la pilule.

Les directions syndicales considèrent dans leur presse et communiqués que ce recul de la direction est provisoire et parlent d'arriver à un «recul définitif».

Mais en fait, officieusement, ils parlent de «victoire» et fêtent la prétendue victoire le verre à la main. La question qui se pose donc est de savoir si ce courant capitulationniste va réussir à démobiliser les travailleurs en négociant les

licenciements ou si c'est le courant de lutte qui l'emportera. C'est le lundi 20, au cours de la réunion tripartite que les directions syndicales se prononceront.

D'ores et déjà nous pouvons tirer quelques enseignements.

Le travail d'agitation des marxistes-léninistes a été payant quant à la nécessité d'organiser la lutte dans l'entreprise. Dans les rangs de la CGT, de nombreux travailleurs se posaient des questions sur l'attitude de leurs dirigeants pour qui les actions se résument à des caravanes publicitaires.

Les dirigeants CGT ont très vite su s'adapter à la nouvelle situation. Les marxistes-léninistes continuent leur travail d'explication auprès des travailleurs sur le rôle politique des dirigeants CGT-PCF.

Le fait de lutter DANS l'entreprise a renforcé la détermination des travailleurs de Ratier, maintenant ils croient à la victoire. Mais du fait du poids des illusions révisionnistes et réformistes la lutte sera dure.

Fougères

Au Congrès de l'Union locale CFDT Une volonté de lutte

Le mardi 7 décembre, s'est déroulé à Fougères le Congrès local de l'UIB-CFDT. Il rassemblait une centaine de délégués et de travailleurs des diverses entreprises de la ville et notamment des travailleurs licenciés des entreprises Réhault, Morel et Maunoir.

Ce congrès avait pour but, explique la CFDT, de faire le bilan des trois dernières années à Fougères et plus particulièrement de la lutte menée depuis janvier, cette année, contre les licenciements. (rapport d'activité).

Puis on discuta l'orientation que devait prendre l'UIB-CFDT du pays fougérais pour les trois années à venir. Le rapport développe ainsi essentiellement le problème de la lutte pour l'emploi. Il précise : A Fougères, les plans de la bourgeoisie consistent : à liquider certains secteurs de l'industrie qu'elle estime non rentables ; à provoquer l'exode des travailleurs et

à transformer la ville en une ville touristique. Dans ce cadre, la CFDT rappelle ses objectifs :

- création immédiate de 1000 emplois et de 3000 sur trois ans.
- refus de tout licenciement.

Au cours du débat sur ce rapport d'orientation, il fut proposé un amendement qui précise la position de l'UIB-CFDT par rapport aux déclarations d'Edmond Maire après le Congrès d'Annecy. L'amendement précise en effet : «L'UIB-CFDT du pays fougérais réaffirme les positions suivantes :

- il faut refuser le blocage en majorité et minorité et les divisions qu'il entraîne.
- il faut refuser d'employer des termes en «isme» comme «basisme, gauchisme, entrisme» qui jettent le trouble parmi les militants.
- il faut apprécier les militants

non sur leur appartenance politique mais sur leur pratique syndicale.

- un syndicat uni et fort ne doit pas entraîner un syndicat où le débat d'idées est interdit.»

Cet amendement, voté à une très large majorité, montre que l'orientation d'Edmond Maire, à la suite du Bureau national confédéral de juin, rencontre de très nombreuses oppositions dans la CFDT et que cette orientation doit être combattue.

Puis le congrès a abordé le rapport d'organisation qui fut, lui aussi, voté à une très large majorité.

En résumé, le congrès de l'UIB-CFDT du pays fougérais a été largement positif. Il a montré la volonté des travailleurs de continuer la lutte contre les licenciements et de se battre jusqu'au bout.

Correspondant HR.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris



Dreux, Vernouillet

la France des luttes

Licenciement collectif chez Actime

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT L'USINE

Tentative d'encadrement par le PCF au profit de sa campagne électorale

La société Actime comprend 3 usines : à Dreux et Vernouillet (dans l'Eure) et à Saint-Malo. Elle est spécialisée dans la production d'équipement lourd et la chaudronnerie industrielle. Le bilan a été déposé début décembre jetant à la rue 500 ouvriers et plusieurs centaines d'autres, ouvriers et employés dans des entreprises sous-traitantes. Dans notre numéro de mardi 14 décembre, nous avons publié un article de nos camarades de Saint-Malo sur la grève locale chez Actime. Aujourd'hui nous publions une lettre que nous ont fait parvenir des syndicalistes de la CFDT sur le même conflit, tel qu'il se déroule à Dreux et Vernouillet.

Depuis un an, le PDG Bucher d'Actime et les permanents PCF-CGT publient dans les journaux locaux des communiqués alarmistes ou rassurants sur le sort de l'entreprise...

Le dépôt de bilan du 2 décembre a sonné sur la ville le départ de la campagne électorale des partis de «Gauche» avec à leur traine les trotskistes.

Une dure lutte politique s'engage à Dreux sur cette affaire et de son issue dépend en fait le sort des travailleurs d'Actime.

Que demandent les ouvriers d'Actime comme soutien ?

Des débrayages dans

les autres entreprises, des manifestations avec les ouvriers de la région. C'est ce qu'ont dit des ouvriers d'Actime aux militants CFDT de la métallurgie qui sont allés les voir.

Quant aux dirigeants PCF-CGT, ils les ont entraînés dans leurs habituelles manifestations-délégations à la sous-préfecture, préfecture, Assemblée nationale... Et pour ce qui est de l'unité de la classe ouvrière contre les licenciements chez Actime, les dirigeants PC-CGT ne reculent devant aucun moyen pour la briser, de peur de perdre leur chasse-gardée.

Voici les faits les plus révélateurs.

Le 4 décembre, les dirigeants CGT, UGIC, CGC, PCF, PS, FEN signaient et imprimaient un appel à une manifestation pour le mardi 7. Aucun contact n'est pris avec la CFDT, malgré la présence de responsables à la Bourse du travail.

Le 6, le permanent local CGT téléphone au secrétaire de l'UIS-CFDT pour la riposte à l'évacuation du Parisien Libéré. Ils se mettent d'accord sur un communiqué reprenant celui des confédérations, et le secrétaire CFDT dit qu'il faut parler aussi des licenciements chez Actime et Jesquier. C'est seulement à ce moment que le permanent CGT parle d'une manifestation Actime, sans préciser si les travailleurs des autres usines y seraient appelés.

Pourtant, dès le lundi après-midi, les tracts CGT-CGC-UGIC-PCF-PS-FEN sont diffusés dans les boîtes... alors que les militants CFDT essayaient depuis plusieurs jours de rencontrer les responsables CGT pour organiser le soutien aux ouvriers d'Actime — certains ayant laissé leur

numéro de téléphone à CGT dans ce but — Ils attendent toujours !

Le mardi soir, tout le beau monde du PCF (responsables locaux et départementaux, dirigeants de la CGT et de la FEN) et les «personnalités» du PS (le député-maire Legendre de Vernouillet, et la candidate Françoise Gaspard pour Dreux) étaient à la tribune de la Bourse du travail, où étaient rassemblés 300 à 400 personnes.

C'est de cette tribune que les dirigeants de l'«Union de la gauche» lancèrent leurs calomnies, pour diviser les travailleurs, contre la CFDT locale.

Campagne de calomnies contre la CFDT locale

Chez Verlinde, suite à l'appel des syndicats et des partis de «gauche», la section CFDT a fait une affiche apportant son soutien aux ouvriers d'Actime, mais affirmant qu'elle ne voulait pas prendre le train en marche et proposant de discuter avec les travailleurs du contenu du soutien.

Chez Floquet-Monopole, la section CFDT pose

une affiche qui demande : la CGT veut-elle soutenir les ouvriers ou veut-elle attaquer la CFDT ?

Le permanent local CGT fait alors diffuser un tract de calomnies : il traite les militants CFDT d'irresponsables ; et plus loin calomnie nommément le secrétaire ! Il revendique le droit de choisir «ses partenaires» ; il déclare que les ouvriers d'Actime n'ont que faire du soutien autre que CGT, et 3 lignes plus loin injurie les sections locales CFDT pour leur soi-disant refus de participer à la manifestation !

Malgré ce tissu de mensonges, les travailleurs de Floquet ne tombent pas dans le piège de la division. La section CFDT lance une enquête dans les équipes en vue de débrayages de soutien aux ouvriers d'Actime. La section CGT passe derrière en proposant une collecte à la place de débrayages. Encore un coup bas car les ouvriers de Floquet ne sont pas chauds pour une collecte, vu que les employés de Radar n'ont pas vu la couleur des cent cinquante mille anciens francs collectés chez Floquet lors de leur grève il y a 8 mois !

Au lycée, l'intersyndicale SGEN(CFDT)-SNES (FEN) rédigeait un tract pour appeler à la manifestation de ma.di.

En fait quel soutien réclament les faux communistes du PCF de la CGT et de la FEN ?

Comme le dit le correspondant de Saint-Malo (HR No 584 p.4) les dirigeants du PCF sont du côté des capitalistes, contre les travailleurs licenciés d'Actime.

Les premières affiches sur Actime collées à Dreux sont signées du PCF : «Actime doit vivre» en gros caractères, «Pas de licenciements» en petits caractères.

Maintenant ce sont des affiches signées CGT, CGC, UGIC avec les mêmes mots d'ordre, et en plus, et en très gros : «Un partenaire ? L'ÉTAT»

Ce que proposent l'«Union de la gauche» aux ouvriers d'Actime, c'est la collaboration avec les patrons, dont l'État-patron. Ils sont soutenus en cela par les trotskistes de la ville qui appellent à la «nationalisation».

Les permanents CGT, membres du PCF, se prennent déjà pour les patrons

Alors que les ouvriers s'inquiètent d'une éventuelle intervention des flics pour livrer une pièce importante d'une plate-forme les responsables CGT ont déjà échangé une pièce contre 5 millions avec un patron de «gauche» d'une entreprise travaillant pour l'URSS !

Ce qui fait dire aux dirigeants CGT que les travailleurs d'Actime n'ont pas besoin de soutien financier. De toute façon, les ouvriers ne sont pas consultés pour l'organisation du soutien. Les décisions sont prises par le bureau de la section syndicale et les permanents. Des ouvriers dénoncent le fait que les assemblées générales ne sont que des réunions d'«information».

En fait, c'est la même pratique que le PDG Bucher qui lui aussi organisait des réunions d'information sur le sort de l'entreprise.

Bucher, gouvernement, «Union de la gauche» complices

Les patrons de la région se sentent tranquilles avec l'encadrement policier exercé par les permanents PCF-CGT. Déjà ils ont fait échouer des luttes, comme celles des ouvriers immigrés de la Radiotechnique, des licenciés de la Skaf.

Ils ont cassé le soutien aux ouvriers de la Bazouche-Industrie alors que le délégué CGT était licencié par Durafour !

Mais de plus en plus les travailleurs voient que la ligne politique de la CGT est responsable des échecs des luttes.

A la CFDT, il n'est pas encore clair que tous ces faits sont le résultat d'une politique bourgeoise orchestrée par le PCF, notamment à cause de l'influence de la ligne de collaboration d'Edmond Maire, et de celle des éléments trotskistes qui bloquent tout débat de fond pour préserver l'unité à tout prix avec la CGT.

Avec l'ensemble des travailleurs de Dreux, Vernouillet et Saint-Malo, soutenons les ouvriers d'Actime.

— Contre tout licenciement !

— Contre les fausses solutions de la «gauche» !

— Unité et lutte classe contre classe !

St-Brieuc

Un ouvrier meurt à Sambre et Meuse

Un seul responsable : la loi du profit

A Sambre-et-Meuse un ouvrier P1, soudeur, vient de mourir il y a quelques jours à la suite de ses brûlures, occasionnées par le contact d'un diluant et d'un chalumeau.

Les faits sont les suivants :

— De bonne heure le matin, Robert Thérét entend de souder dans le garage de l'entreprise de Sambre-et-Meuse. Ce n'était pas la première fois qu'il soudait, mais la nuit précédente avait été déposé un diluant dans cet atelier.

Aussitôt la flamme du chalumeau rentre en contact avec le liquide qui fait immédiatement une explosion. Les flammes s'emparent en un clin d'œil de Robert qui crie au secours.

Comme il n'y avait pas de couverture antifeu dans l'atelier, un ouvrier croit bon d'éteindre les flammes avec un extincteur. C'est tout ce qu'il a trouvé à la portée de la main, car il fallait faire vite.

Robert est transféré à l'hôpital de Nantes où on traite les grands brûlés. Le vendredi matin, deux jours après le grave accident, les travailleurs de Sambre-et-Meuse apprennent son décès.

Quelles étaient les mesures de sécurité ?

— Le liquide posé dans cet atelier n'était pas connu de Robert. Il avait dû être déposé là à la hâte. Comme

toujours dans l'usine on doit travailler vite pour être plus rentables, c'est la loi du profit.

— Sur le bidon stocké au garage, aucune inscription n'éveillant le danger n'était inscrite, si ce n'est «toxique». Toxique ne veut pas dire inflammable, et Robert n'a pu comprendre de ce fait la nature de ce produit.

— Pas de couverture antifeu dans l'atelier, ce qui aurait permis de voler plus efficacement au secours de notre camarade.

L'enquête reste à faire, disent les directions syndicales CGT et CFDT, pour savoir qui est coupable.

POUR NOUS, QUELLES QU'EN SOIENT LES CIRCONSTANCES, LE COUPABLE C'EST LE SYSTÈME CAPITALISTE.

C'est ce qu'un tract des marxistes-léninistes diffusé après l'enterrement de Robert, à la porte explicite.

Mais qu'ont fait les dirigeants de la CGT et de la CFDT et les partis de «gauche» qui disent défendre les intérêts des travailleurs ?

Vendredi 4 décembre à 17 h, sortis de l'usine les ouvriers apprenaient qu'une collecte était faite pour notre camarade Robert Thérét.

Pourquoi cette collecte, nous n'en savons rien. Ce n'est que le jour de

l'enterrement de notre camarade où l'usine «était fermée de 9 h à 13 h afin de pouvoir aller à l'enterrement» que nous comprenons. Les délégués avaient acheté une gerbe de fleurs, des plaques mortuaires. Cela, encore, on devait le faire pour notre camarade et sa famille. Mais le comble c'est que le surplus d'argent (et il y en avait) a été donné au curé pour faire 5 messes.

Voilà le soutien «de classe» apporté par ceux qui parlent si aisément de «changer» la vie avec eux. Aucun tract contre les mesures de sécurité n'a été fait, le soutien reste symbolique. Pour le prochain mort on recommencera et le tour est joué.

Par contre, le tract diffusé par les communistes marxistes-léninistes a été lu avec émotion. Aucun tract n'était par terre et on sentait bien que les ouvriers voulaient savoir notre point de vue sur ce problème qui les déchirait tant.

A travers ce fait marquant, des ouvriers non combattifs ont franchi une étape. Ils ont pris conscience que pour le patron seul le profit compte. Depuis les travailleurs ont refusé de travailler en dehors quand il fait nuit, par crainte d'accident.

Dès maintenant nous pouvons dire que les ouvriers ont senti qu'il fallait riposter d'une manière ou d'une autre.

Correspondant HR

Femmes dans le combat

Bayonne

LES TRAVAILLEUSES FAMILIALES EN LUTTE

Un correspondant de Bayonne nous a fait parvenir un article rédigé avec une travailleuse familiale dont nous reproduisons ci-dessous les principaux éléments. «Travailleuse familiale», c'est un de ces métiers que l'on fait souvent miroiter aux yeux des femmes comme «spécifiquement féminin», parce qu'il «satisfait leurs aspirations sociales de générosité, de dévouement,» comme le ménage, la vaisselle et le soin des jeunes enfants, parce qu'enfin, mais cela on le dit moins, il ne nécessite de leur part aucune formation professionnelle.

Mais les travailleuses familiales aussi s'organisent et luttent : pour défendre leurs intérêts d'exploitées, mais aussi pour dénoncer le rôle «charitable» qu'on prétend leur faire jouer.

Les travailleuses familiales, notamment, refusent de faire les frais de la crise de l'application du plan Barre qui s'attaque à leur statut. Elles refusent de voir réduire par compression budgétaire l'aide apportée à des familles en difficulté notamment pour cause de maladie. Mais elles luttent également contre le rôle d'encadrement et de contrôle de la classe ouvrière où veut les cantonner la bourgeoisie. Elles dénoncent le replâtrage «social» qui vise à maintenir un certain équilibre et éviter que le scandale du sort réservé par la bourgeoisie aux familles ouvrières qui sont dans des conditions les plus difficiles éclate au grand jour.

Dans cette lutte elles se heurtent à leurs employeurs ASF, AFP, etc. (qui sont en général des patrons de «gauche» paternalistes), mais aussi aux Caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales qui bloquent les

possibilités budgétaires. Elles s'efforcent de trouver les formes de luttes efficaces ce qui n'est pas facile dans un secteur non productif.

Les travailleuses Familiales ont discuté et fait de nombreuses démarches auprès de leurs différents patrons pour l'aboutissement de leurs revendications immédiates :

- paiement des rappels de salaire depuis 74
- respect de la Convention Collective et applicable des avenants
- garantie de l'emploi et amélioration des conditions de travail
- refus de la dévalorisation de la profession

Début juin, réunies en AG, elles ont décidé d'envoyer un ultimatum à toutes les associations qui les emploient en exigeant des négociations globales et le paiement des rappels de salaire. Face à l'intransigeance des employeurs, elles

ont décidé d'engager une grève reconductible, durant laquelle elles ont défini les formes de lutte et pris toutes les décisions en AG souveraine.



Dans un premier temps elles ont assuré les urgences (en en définissant elles-mêmes les critères), fait des interventions auprès de l'inspecteur de Travail, occupé tour à tour les locaux des associations, s'affrontant aux directrices qui ont montré qu'elles se trouvaient du côté des patrons. Elles ont popularisé leur lutte dans la population et les entreprises locales et ont discuté avec les Assistantes Sociales de la DASS (1) qui veulent remplacer les travailleuses familiales en grève par des aides-ménagères !

Elles ont ensuite durci leur mouvement en obligeant la directrice de l'Aide aux Mères à prendre contact avec les autres associations et en prenant la décision suivante : « ne recevoir aucun ordre de travail des directrices d'association avant que ne soient ouvertes de véritables négociations dans les formes que nous avons demandées ». Certains employeurs ont alors répliqué par la répression et par la menace individuelle, cherchant

comme n'importe quel patron à intimider les travailleuses.

Les travailleuses échangent leurs expériences

Le 12 juin une rencontre régionale Aquitaine des travailleuses familiales permettait de coordonner les actions et montrait aussi par la diversité des formes d'action la complexité de la lutte. Ainsi à Bordeaux les travailleuses familiales menaient l'action contre la Sécurité Sociale et les organismes de financement tandis qu'à Bayonne les travail-

La défense de la profession qu'est-ce que cela veut dire ?

Comment combattre une conception humaniste du travail ?

Comment faire pour combattre le rôle dévolu à la femme dans cette société ? Quelles perspectives lui proposer, une fois qu'on l'amène à faire autre chose que du ménage, pour intégrer sa révolte dans la lutte d'ensemble des travailleurs contre le capitalisme ?

Pourquoi les femmes qui travaillent sont-elles rare-

blée générale a ouvert des négociations avec une seule des associations, l'Aide aux Mères, et a appelé à reprendre en estimant qu'un recul avait été imposé.

Elle a réussi par cette manoeuvre de division à casser la grève et à contraindre les autres travailleuses familiales à reprendre sans rien avoir obtenu.

En novembre, l'Association de l'Aide Familiale Populaire et l'Association Populaire de l'Aide familiale déposaient leur bilan en licenciant 13 travailleuses, tandis que l'Aide aux Mères mettait ses employées au chômage partiel.

La Caisse d'Allocations Familiales déclarait alors qu'elle allait rencontrer les employeurs et la DASS, la gestion directe par les caisses n'étant plus possible.

Les TF ont engagé une action contre la Caisse d'Allocations Familiales et pour cela ont demandé l'appui de l'UIB (2) CFDT pour organiser une manifestation avec l'ensemble des différents syndicats qui la composent. Les dirigeants du syndicat le plus important en nombre (Métaux) ont refusé une action commune sous prétexte de difficultés pour mobiliser les travailleurs. De plus, il apparaît que certains représentants de l'UIB ne veulent se «mouiller» avec les travailleurs du syndicat Santé qui entendent lutter pour l'aboutissement de leurs revendications et non pour les succès électoraux du Parti socialiste et du Programme commun.

Contre vents et marées, les TF poursuivent l'action pour créer un rapport de force et obliger les caisses à leur garantir leur emploi.

(1) Direction de l'Action Sanitaire et Sociale.

(2) Union Interprofessionnelle de Base.

Les patrons de la Caisse d'Épargne et «Antoinette» UN MEME COMBAT

Connaissez-vous «Antoinette» ? C'est le mensuel féminin de la CGT.

On y chercherait en vain un article sur la lutte des employés de la CEP (Caisse d'Épargne et de Prévoyance). De nombreuses femmes y sont exploitées et sont à l'heure actuelle en grève depuis 2 mois aux côtés de leurs camarades de travail.

Une lutte directement liée à l'application du plan Barre. Une lutte longue et difficile que les révisionnistes de la CGT ont cherché par tous les moyens à récupérer puis à briser. Mais les «Écureuils» tiennent bon.

Cette lutte ne plaît pas aux dirigeants de la CGT.

Par contre, la CEP leur plaît : ils aiment bien recevoir de l'argent de celle-ci. En effet, on trouve dans plusieurs numéros d'«Antoinette», ceux de novembre et décembre une double page de publicité pour la CEP.

Combien ont-ils touchés

pour cela ? question indiscrète à laquelle nous n'aurons jamais de réponse.

Mais voyons de plus près cette publicité. Il s'agit d'un article donnant les résultats d'un concours organisé par la CEP avec à la clé 1 500 prix d'une valeur de 250 000 F dont un voyage de 16 jours pour 2 personnes en Extrême-Orient. Le sujet du concours ? «Comment gérer son budget ? ou 6 femmes à l'heure du choix».

Les 17 gagnantes de ce concours ont dû être départagées par une question subsidiaire : «Il s'agissait pour les participantes de décrire une action qui pourrait être entreprise par la CEP pour AMÉLIORER LA VIE DES FEMMES».

De qui se moque-t-on ? De qui se moque la CGT ?

Pour améliorer leur vie, les femmes de la CEP luttent, elles n'attendent rien de la CEP, ni de la CGT d'ailleurs et elles ont bien raison.

leuses familiales ont pris pour cible les Associations. De toute façon, bien qu'ils crient à la faillite ils sont à mettre dans le même sac que les caisses. Il est à noter que les administrateurs des caisses désignés par la CGT et la CFDT se sont conduits en bons gestionnaires capitalistes.

C'est dans le cadre de la lutte que les travailleuses familiales ont posé le problème de leur profession et du rôle qu'elles jouent auprès des familles :

ment aidées ?

Certaines familles ne sont-elles pas maintenues en position d'assistées pour permettre au pouvoir de se donner une façade «sociale» ?

(1) Direction de l'Action Sanitaire et Sociale.

Poursuite de l'action

Un gala de soutien a donné aux travailleuses la possibilité de poursuivre l'action sur le plan financier. Mais la CGT ne respectant pas les décisions de l'Assem-

Vietnam

UNE DIGNITE RETROUVEE

Dans l'ex-Saigon corrompue, envahie de G'S américains et de troupes de l'armée fantoche sud-vietnamienne, 60 000 jeunes filles et femmes se prostituaient.

On en comptait 300 000, chiffre énorme, pour tout le Sud-Vietnam.

Aujourd'hui, dans la patrie libérée, réunifiée, socialiste, la prostitution, ce fléau qui opprimait tant de femmes, n'a plus sa place. Une vaste campagne d'éducation politique de toute la population est entreprise sur ce thème aussi. Quant aux ex-prostituées, elles ont droit

à une dignité retrouvée. Des stages spéciaux les accueillent où elles reçoivent des soins médicaux (54 % d'entre elles sont atteintes de syphilis), apprennent un métier et surtout élèvent leur niveau de conscience politique pour comprendre qu'elles ont désormais toute leur place à prendre dans la lutte pour l'édification du socialisme dans leur pays.

C'est là l'un des multiples aspects de l'infinie supériorité du système socialiste qui libère aussi les femmes de leur oppression en libérant toute la société de l'exploitation.



culturel

A la télévision du 21 au 28 décembre

LES FILMS

Dans la série «pas de vague, ça va se tasser» notre bourgeoisie met les bouchées doubles. Il lui faut à tout prix créer l'atmosphère de détente lors de ces jours de fin d'année. Ainsi déniche-t-elle dans le bottin cinématographique les bons vieux comiques de Buster Keaton à la bande des branquignols en passant par l'innéparable Jerry Lewis.

«Il ne faut pas tout mélanger. D'accord il y a une crise, mais il n'empêche que l'on peut encore rigoler... Comme quoi on n'est pas si malheureux, tout n'est pas noir.» Ainsi peut-on résumer les propos des directeurs des 3 chaînes, à qui le pouvoir n'a pas eu besoin de tirer les oreilles pour qu'ils jouent les petites fées de l'illusion.

Car l'illusion est grande dans ces films comiques. Dans son livre «Quinze ans de cinéma mondial», G.Hennebelle définit les 15 méthodes de l'usine de rêve hollywoodienne.

La «spécialité» de ces films n'est pas d'être des films propagandistes classiques comme «les bérets verts», c'est à dire des films qui engagent tout une politique impérialiste (la guerre froide, la Corée, le Vietnam...) mais des films propagandistes essentiellement idéologiques, où le spectateur se voit comme le désire la classe dominante. Donc des films insidieux, qui font appel aux traditions, aux mythes, etc.

Des 15 méthodes définies par G.Hennebelle, certaines peuvent être reprises pour leurs similitudes avec le cinéma français. Ainsi farder la réalité, c'est à dire partir d'une situation concrète pour aboutir à un univers factice, devient

monnaie courante. Mais le principal n'est pas étouffé : la morale bourgeoise, à travers ce miroir aux alouettes, reste entière, 2 points encore, qui pour l'ambiance de Noël et jour de l'an sont indispensables : «La falsification historique : le gommage des coordonnées économiques, sociales et politiques réelles dans la représentation des situations aboutit à l'évacuation (bien commode) de la lutte des classes qui est remplacée par des antagonisme secondaires d'ordre personnel, voire métaphysiques. (...)

«La naïveté et l'in vraisemblance des mises en situation : les films hollywoodiens regorgent de situations arbitraires et d'intrigues simplistes. La psychologie des personnages est généralement tantaisiste. Les symboles sont sommaires. Les scénarios comprennent fréquemment des idylles saugrenues qui sont plaquées artificiellement sur un récit qui ne peut pas ne pas se terminer par l'inévitable HAPPY END. (...)» (1)

Voilà... Cette période de trêve est nécessaire pour nos bourgeois, qui veulent que nous ayons deux visages : celui d'exploité à l'usine et de pigeon à la maison.

MARDI 21 A2 16 h 55 (Ciné-club) : La règle du jeu (Jean Renoir).

MARDI 21 FR3 20 h 30 : La planète des singes.

MERCREDI 22 A2 16 h 45 : Le caméraman (Buster Keaton).

JEUDI 23 A2 20 h 30 : Le petit baigneur

et puis les Laurel et Hardy, Jerry Lewis, comédies musicales françaises et américaines. Tous les moyens sont utilisés.

«15 Ans de Cinéma Mondial» Ed. du Cerf par Guy Hennebelle

LA «CULTURE POUR TOUS»

Les programmes de Noël seront très «culturels». Dans l'esprit religieux de cette fête il s'agit d'élever l'âme de ceux qui l'ont un peu basse, un peu terre à terre et matérialiste : les travailleurs. D'abord, une bonne ration de musique «classique», qui est devenue domaine privé de quelques spécialistes et plaisir solitaire d'une «élite», histoire de faire comprendre aux prolétaires qu'il y a vraiment bien des merveilles au dessus de leur compréhension.

Ensuite «des œuvres immortelles de la culture»... bourgeois. La TV en programme un bon paquet pour les fêtes. Comme elles sont toutes dans le même esprit, voyons-en trois qui donnent un aperçu de ce qui nous attend :

— LORENZACCIO (Jeudi 23 TF1 15 h 55) : Pièce d'Alfred de Musset, auteur romantique du 19e siècle. Histoire du héros politique selon la bourgeoisie : Dans l'Italie du 16e siècle, un tyran règne par le sang. Lorenzaccio décide de l'assassiner. Pourquoi ? Pour se prouver qu'il est un homme d'abord. Ensuite, mais surtout, parce que le peuple est incapable de se hisser lui-même, vers la liberté. Toute l'affaire se résume à cela : la grandeur de l'acte politique de Lorenzaccio n'est qu'une apparence car le peuple est foncièrement indigne et incapable d'être libre. La grandeur vraie réside dans l'affirmation de soi, indépendamment des contingences sociales.

L'ETERNEL RETOUR (Jeudi 23 A2 16 h 55) Film de Jean Cocteau. L'histoire type de l'amour impossible entre deux êtres, telle qu'elle traîne dans toutes les littératures des classes exploiteuses. Prince et princesse planant dans les nuages. Absence, poussée jusqu'au risible de tout élément de la réalité concrète. Profils grecs et chevelures blondes, lumière diffusée, lutte impuissante de l'homme contre son destin. Un vrai film pour Noël comme seul Cocteau savait en faire.

L'OTAGE (Vendredi 24 FR3 21 h 00) : Pièce de Paul Claudel, il suffit de citer ce nom pour savoir de quoi il s'agit. Claudel est l'écrivain attiré de l'Eglise, le chantre de la soumission à la divinité, du dialogue entre l'homme et un Dieu qui nous fait, selon lui, la grâce de nous envoyer les pires malheurs.

Voici donc ce que sera le programme culturel des fêtes. Si vous êtes de ceux qui ont du mal à boucler les fins de mois, de ceux qui chôment, de ceux qui s'épuisent au travail, de ceux qui n'acceptent plus l'oppression et l'exploitation en France ou ailleurs, calez-vous dans votre fauteuil, oubliez tout ça, rêvez au destin des hommes ou à la crainte de Dieu... Ne sentez-vous pas comme votre âme s'élève ? Non ? Vous êtes décidément trop matérialistes.

**Le front culturel est
aussi l'affaire
de tous les travailleurs**
**PARTICIPEZ
A LA RUBRIQUE TV !
REGARDEZ
LES EMISSIONS
COLLECTIVEMENT,
CRITIQUEZ-LES,
ENVOYEZ-NOUS
VOS INFORMATIONS
ET VOS POINTS DE VUE**

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

La «trêve» de Noël à la télévision

La fameuse trêve de Noël, comme on peut le voir cette semaine, a son entière signification pour les programmes des 3 chaînes de télévision.

Pas une émission directement politique, pas de magazine d'actualité, pas de film de guerre. Seul un répertoire soigneusement choisi, qui a fait ses preuves à chaque fête, un cocktail bien dosé constitue ces programmes destinés à «distraire».

Il ne s'agit pas pour nous d'espérer que les ouvriers et tous les travailleurs pleurent à chaudes larmes sur leurs malheurs présents à la télévision. Mais il s'agit de bien voir pourquoi la télé française évite tout à coup d'évoquer tous les problèmes sociaux, économiques et politiques qui sont le pain quotidien des travailleurs, problèmes qui, eux ne respectent pas cette «trêve». Le chômage, les licenciements, les impôts locaux, les hausses de loyers sont la toile de fond de notre époque, Noël ou pas Noël.



La «trêve» de Noël à la télé c'est aussi une tradition. Comme c'est le cas pour chaque dimanche : jour de «repos» des travailleurs ? Alors la télé se repose des problèmes politiques et sociaux...

Ne nous faisons pas d'illusion : il n'est pas question de croire qu'il suffirait à la télévision de ne pas respecter cette «trêve» pour que tout le monde soit content. Surtout que la télévision peut être un objet de luxe superflu quant on apprend, qu'aujourd'hui encore, un couple de vieux travailleurs a disparu, vaincu par le froid et la faim.

La télé peut parler des luttes, certes, mais elle en parle par la voix de la bourgeoisie.

Mais même dans ces programmes «de choix», transparaissent ces problèmes politiques décidément bien encombrants. Vous pouvez remarquer que l'arme de choc des programmes de fête, l'émission de variété, est quasi inexistante. Les seules variétés que vous verrez sont des films anciens de chantés parce que la grève des artistes-interprètes à la télé continue toujours. Ici pas de trêve. Où va-t-on ? «Noël n'est plus ce qu'il était» doivent se dire les 3 pauvres directeurs de la TV...

Heureusement qu'il y a des films, des vieilles dramatiques, des dessins animés, des récits d'aventures et, surtout, les contes «féériques» et religieux et l'inévitable messe de Noël. Eh, oui ! bien sûr, Noël ne va guère sans les gros sabots de la religion.

Même si le personnage du Père Noël n'a pas grand-chose à voir avec Jésus, cette très vieille fête populaire de «Noël», a très vite été utilisée — facilitée en cela par l'aspect superstition et mythe que comporte cette fête — par les autorités bien... malveillantes, religieuses. Alors, pourquoi la télévision n'utiliserait-elle pas cette autre arme qui, elle aussi, n'a pas d'autre but que de chercher à desserrer les poings d'acier des travailleurs ?

L'Humanité Rouge

Sur les quais de Lorient (1)

LA MAFFIA DU PORT

Il est un peu plus de minuit. Au port de pêche de Lorient, l'embauche est faite depuis un moment déjà et comme chaque nuit, le travail a commencé. Cette nuit-là, deux gros bateaux sont à quai. Au fond des cales, des dockers, travaillant dans le froid, brisent la glace à l'aide de crochets et font remonter le poisson. D'autres dockers, sur le pont du bateau et sur le quai en assurant la réception. Les uns guident les grues, les autres empilent sur des chariots les caisses de poisson. Il y a là de vieux travailleurs, des retraités. Ils sont obligés de travailler pour pouvoir vivre, car leur retraite n'est pas suffisante. Il y a aussi des jeunes, venus travailler là pour échapper au chômage. Sous les lumières électriques, chacun répète ainsi les mêmes opérations, tandis qu'un vent froid souffle. C'est là le premier maillon de la chaîne du débarquement du poisson.

Puis viennent des femmes que l'on appelle les «trieuses». Leur rôle est en effet de trier le poisson. Elles travaillent les mains dans la glace, dans

Le port de Lorient est en fait divisé en deux ports. D'une part, le port de commerce et d'autre part, le port de pêche. Celui-ci est aujourd'hui le 3e de France. Au port de commerce on trouve 74 dockers dits professionnels, détenteurs de la carte G. Le port de pêche est leur activité principale. Viennent ensuite 28 dockers dits «occasionnels», détenteurs de la carte O. Le reste de la main-d'œuvre est constitué par des auxiliaires.

Au port de pêche, on trouve 36 «professionnels» et au moins 150 auxiliaires. Parmi les trieuses, on compte 10 permanentes et environ 100 auxiliaires. En ce qui concerne les «metteurs en ligne», on compte 10 professionnels, 15 cartes O et environ 70 auxiliaires. Les «charioteurs» qui livrent le poisson dans les magasins des marayeurs, regroupent 20 professionnels et une dizaine d'«occasionnels».

Voyons maintenant qui constitue le camp des exploités dans le port de Lorient : les armateurs et la CGT.

LES ARMATEURS

Ce sont les capitalistes de la marine marchande. Ils sont propriétaires des bateaux. Ce sont les exploités directs des marins-pêcheurs. Certains des bateaux qu'ils possèdent, coûtent jusqu'à un milliard. Ce sont aussi les exploités des dockers et des autres travailleurs du port qui déchargent leurs bateaux. Dernièrement, Marchais est venu à Lorient et s'est entretenu avec eux pour les assurer qu'ils n'avaient rien à craindre du Programme commun.

LA CGT : UNE MAFFIA

A Lorient, comme dans tous les autres ports existe une véritable mafia : la mafia CGT. Vis-à-vis des travailleurs du port, les responsables CGT sont des patrons à cent pour cent. Ce sont eux qui font l'embauche des dockers et des autres travailleurs sur les quais. Deux de leurs représentants appartiennent au BCMO (Bureau central de la main d'œuvre) qui organise l'embauche dans chaque port.

Ce sont eux, également, qui attribuent les cartes «professionnelles» (G) ainsi que les cartes «occasionnelles» (O). Ils appartiennent également à un organisme appelé le CAINAGOD (Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers) qui organise la gestion des fonds et donne son avis sur le nombre de cartes G à donner.

Pour obtenir une carte G ou une carte O, il est absolument indispensable d'avoir sa carte CGT en poche. Pour devenir «professionnel», celle du PCF est également souvent nécessaire. Nous verrons comment, pour maintenir ce monopole,

les dirigeants CGT se livrent à une véritable corruption des «professionnels».

A Lorient, le patron de la CGT, qui est le responsable de l'embauche des dockers s'appelle Jean Marin. Ce monsieur, qui est permanent CGT des ports et docks, est également employé à mi-temps du bureau de la main d'œuvre. Ses appointements et les «petits cadeaux» qu'il reçoit lui assurent un revenu d'au minimum un million par mois. Car pour avoir une carte, il ne suffit pas d'être syndiqué CGT obligatoirement, il est également nécessaire de graisser copieusement la patte du monsieur. C'est ainsi qu'il y a quelques temps, un docker lui offrit un voyage en Angleterre pour assister à un match de coupe d'Europe de football. Quelques temps après, le docker obtenait une carte d'occasionnel. Cet individu se fait également offrir du poisson en grande quantité (ce qui, une fois revendu, constitue des sommes rondelettes) ainsi que des moitiés de cochon. Il ne s'agit pas là de pratiques exceptionnelles mais au contraire tout à fait courantes. Ce monsieur n'hésite pas, parfois, à «mettre la main à la patte». Quand il y a un bateau particulièrement facile à décharger, il s'embauche pour sur-

les courants d'air. Leur travail demande un bon coup d'œil et de la dextérité. Tandis que les poissons passent sur un tapis roulant, elles les attrapent et les jettent dans des caisses différentes selon les variétés. Un bon nombre de ces femmes sont âgées, certaines travaillent là depuis 20 ans ou plus. Parmi elles, il y a des veuves de marins.

A la suite des «trieuses», viennent les «metteurs en ligne». Leur travail consiste à placer les caisses de poisson sur des palettes, en ligne.

Sur un autre quai, les mêmes opérations sont effectuées pour le déchargement de petits bateaux de pêche, les «pinasses».

Telle est l'image que l'on a du travail sur les quais du port de pêche de Lorient lorsqu'on y vient pour la première fois.

Mais derrière cette image, il y a aussi un monde d'exploitation forcée, de corruption, de misère, de lutte, de courage. C'est ceci que des dockers de Lorient nous ont fait découvrir.

teurs de la carte G. Comme nous l'avons vu, tous ont leur carte CGT, non par conviction mais par obligation. Les responsables CGT ont tout fait pour qu'ils constituent une couche privilégiée qui leur est toute dévouée. Les «professionnels» constituent une minorité de dockers, le quart environ. Ils ont la priorité d'embauche sur tous les autres dockers, occasionnels et évidemment auxiliaires.

A Lorient, cette priorité s'étendait non seulement au port de commerce mais aussi au port de pêche. C'est ainsi que les dockers du port de commerce peuvent aussi venir travailler au port de pêche et ont priorité sur les autres dockers du port de pêche, occasionnels et auxiliaires.

Ils pouvaient également travailler le jour au port de commerce et la nuit au port de pêche, empêchant ainsi d'autres dockers de travailler. La CGT les a également entretenus dans la pratique du vol d'importantes quantités de poisson.

Tout ceci ajouté au fait qu'il est fréquent que les dockers «professionnels» se fassent des paies d'un million par mois... et pendant ce temps d'autres doc-

auxiliaires et, à la fin, pour toucher les primes, les «professionnels» arrivent.

Les cartes G sont également les seules à bénéficier des fonds de la Cainagod. Quand ils n'ont pas de travail (Ce qui est rare car ils peuvent aller au port de commerce et au port de pêche) ils touchent 75 francs par jour. De l'argent est prélevé sur les salaires des occasionnels et des auxiliaires, mais seuls les professionnels en profitent.

Entretenus dans une mentalité de privilégiés par les responsables CGT, ils sont prêts à tout pour défendre ces privilèges sur le dos des autres dockers.

Depuis des années, le nombre de professionnels n'a pas bougé, la CGT voulant conserver cette couche d'«aristocrates».

Viennent ensuite les «occasionnels», détenteurs de la carte O. Pour obtenir cette carte, ils sont eux aussi obligés d'être à la CGT. Ils n'ont pas de sécurité d'emploi, étant embauchés quand il y a du travail. Ils ne touchent ni chômage ni sécurité sociale quand ils sont sans emploi. Mais ils ont priorité d'embauche sur les auxiliaires.

Ceux-ci sont les plus exploités. Pour les armateurs comme pour la CGT, ils n'existent pas. Dernièrement, Marin s'exclamait : «Les auxiliaires, c'est de la merde». Ils viennent chaque soir à l'embauche et ne sont pris que s'il y a du travail. Et même pour eux, il est très recommandé d'avoir la carte CGT. Marin, lors de l'embauche demande couramment : «Qui est syndiqué ?». Quand ils n'ont pas de travail, ils ne touchent aucune indemnité ni sécurité sociale, alors qu'ils paient pour les deux.

Mais, on ne peut pas parler de la situation sur les quais et des luttes qui s'y mènent si on ne parle pas d'une autre catégorie de travailleurs : Les marins.

LES MARINS

Ce sont des ouvriers à part entière, connaissant des conditions de travail et de vie très dures. Sait-on que les marins, sur 15 jours, en passent 12 en mer ? Sait-on qu'ils font des journées de travail de 20 heures, ne dormant que 3 ou 4 h ?

Sait-on que leur salaire est fonction de la pêche qu'ils ont faite ? Leur salaire est calculé selon la valeur marchande de la pêche, déduction faite des frais de déchargement.

Ajoutons à cela des conditions de travail très dangereuses : dernièrement encore, 5 marins sont morts dans une tempête.

Il y a plus d'un an, les marins de Lorient ont mené une longue grève pour l'amélioration des conditions de travail.

Tel est le tableau général des forces en présence sur les quais.

(A suivre)



Que manigancent-ils ? à droite, Gabas, secrétaire de la Fédération CGT des ports et docks ; à gauche, Jean Marin, permanent CGT du port de Lorient.

veiller une grue par exemple. Les fins de mois s'en trouvent un peu plus arrondies encore... Ce monsieur Marin, qui est responsable de l'embauche sur le port de commerce, supervise également l'embauche sur le port de pêche.

Ce monopole CGT qui, comme nous le verrons, repose sur le mépris le plus total des auxiliaires, entretient également le racisme. C'est ainsi qu'un travailleur arabe ou noir ne sera jamais embauché.

LES DOCKERS

Ils se divisent en 3 catégories. D'abord les «professionnels» déten-

kers n'ont pas de travail et se font des mois de 600 F !

Afin d'en faire une couche privilégiée, les responsables CGT les entretiennent dans une mentalité d'«aristocrates».

C'est ainsi qu'il arrive que les responsables CGT refusent le déchargement de certains bateaux qu'ils estiment trop durs. Dernièrement, un de ces bateaux qui représentait du travail pour environ 20 jours pour les dockers non-professionnels a été refusé. Il est parti se faire décharger en Angleterre...

Autre pratique : on réserve le travail dur et sans prime aux occasionnels et